

Rapport du président national

De juin à septembre 2004

Consoeurs et confrères,

J'espère que vous êtes en bonne santé et heureux et que vous avez pu prendre un peu de repos cet été.

Pour certains de nos membres, l'été s'est passé sur les lignes de piquetage. Bien que nous n'ayons pas beaucoup de membres en grève ou en lock-out, les conflits dans lesquels nous sommes impliqués sont difficiles, soit à cause de leur durée, soit à cause des concessions exigées par les employeurs.

Comme toujours, le but du présent rapport est de faire le point sur les principales activités qui se sont déroulées dans notre syndicat, de partager tant les victoires que les luttes et de vous remercier, militantes et militants et membres du personnel, pour l'extraordinaire travail que vous faites au nom de nos membres.

1. Les élections fédérales

Le 28 juin, les libéraux fédéraux ont été réélus, bien qu'ils n'aient reçu l'appui que d'un peu moins de quatre électeurs sur dix. Le NPD fédéral a plus que doublé sa part du vote populaire, avec un peu plus de deux millions de votes, mais cette augmentation ne s'est traduite que par une modeste remontée à 19 sièges. Deux autres sièges, et le NPD aurait détenu la balance du pouvoir au Parlement.

Les libéraux ont pu obtenir un gouvernement minoritaire en grande partie parce qu'ils ont penché vers la gauche, incitant ouvertement les électrices et électeurs néo-démocrates à changer d'allégeance pour bloquer la montée des conservateurs. Les libéraux de Paul Martin ont promis de défendre les soins de santé publics, d'instaurer une assurance-médicaments universelle pour les situations catastrophiques et de mettre en œuvre un programme national de garderies, ainsi qu'un nouveau pacte pour les villes. Le défi, comme toujours, consistera à les obliger à tenir ces promesses.

Les personnes qui suivent, membres ou cadres du SCFP, se sont présentées aux dernières élections sous la bannière du NPD. Chacun d'entre eux a travaillé très fort et je tiens à les remercier au nom de notre syndicat national. Nous sommes fiers d'eux.

Rui Pires – Davenport
 David Laird – Burlington
 Terry Albright – Saint John
 Sid Ryan – Oshawa
 Ric Dagenais – Ottawa-Vanier
 Rodolphe Martin – Madawaska Restigouche
 François Pilon – Honoré-Mercier

2. Campagne pour fortifier nos collectivités

Le 5 octobre marque le lancement officiel de notre *Campagne pour fortifier nos collectivités*. Cette campagne servira de cadre au travail que nous faisons pour défendre les services publics, stopper la privatisation et améliorer la qualité de vie dans nos collectivités. Pendant cette campagne, nous ferons du lobbying auprès de tous les paliers de gouvernement pour exiger un nouveau pacte de financement destiné aux villes et villages afin de combler les immenses besoins en matière d'infrastructure et de services sociaux. Nous exigerons aussi un nouveau réseau national de garderies qui permettra à toutes les familles d'avoir accès à des services de garde d'enfants économiques, sans but lucratif et de qualité, peu importe leur lieu de résidence. Et nous continuerons d'insister pour un réinvestissement public dans le système d'éducation, dans les services sociaux et dans les soins de santé.

Notre *Campagne pour fortifier nos collectivités* accroîtra la visibilité du travail que font les membres du SCFP, jour après jour, pour fournir des services aux collectivités. Cet effort contribuera à créer un climat plus favorable à la négociation collective afin que nous puissions négocier des salaires équitables pour nos membres et des protections contre la privatisation et la sous-traitance.

Nous avons fait parvenir aux sections locales et aux militantes et militants du SCFP une trousse d'information complète sur la campagne. Cette trousse comprend des conseils sur la façon d'entreprendre la campagne au niveau local à compter du 5 octobre, date qui, nous l'espérons, deviendra au fil des ans la Journée nationale des collectivités au Canada. Tout notre matériel de campagne peut être téléchargé à partir de www.scfp.ca. On peut également accéder, à partir de ce site Web, à une nouvelle base de données sur les projets et les campagnes de privatisation en cours partout au Canada. Cet élément du site Web permet aux sections locales du SCFP de rendre compte des projets de privatisation dans leur région et des campagnes entreprises pour s'y opposer.

Surveillez les derniers développements de ce projet enthousiasmant et participez à la *Campagne pour fortifier nos collectivités*.

3. Santé – Débat fédéral-provincial

À la fin de juillet, j'ai assisté à la rencontre estivale annuelle des premiers ministres (l'ancien Conseil de la fédération) à Niagara-on-the-Lake, en Ontario.

Le SCFP était bien représenté à cette rencontre par les membres du Conseil exécutif national – les confrères Sid Ryan et Michael Hurley et la consœur Candace Rennick. Des militantes et militants du CSHO y étaient avec leur « cheval de Troie », tout comme des militantes et militants des sections locales, des membres du personnel du SCFP et quelques membres du personnel à la retraite. (Nous avons aussi organisé une manifestation très dynamique devant l'Institut Niagara pour appuyer les membres en grève de la section locale 1287, qui viennent de décrocher un règlement équitable mettant fin à ce conflit.)

La Coalition ontarienne de la santé, la Coalition canadienne de la santé, le Conseil des Canadiens, le CTC et la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers étaient aussi présents à l'atelier d'une journée et à la manifestation de soutien aux soins de santé publics.

La rencontre des premiers ministres a été décevante. En effet, le communiqué final ne faisait aucune mention des soins de santé publics. La réunion a porté surtout sur les transferts fédéraux et les premiers ministres ont demandé au gouvernement fédéral d'assumer la responsabilité de la prestation de l'ensemble des services du programme d'assurance-médicaments. Leur message semble clair – ils veulent que les transferts fédéraux ne soient assortis d'aucune condition.

La réunion prévue à la mi-septembre entre le premier ministre fédéral et ses homologues provinciaux permettra de poursuivre le débat. Nous travaillons avec le CTC, d'autres syndicats et nos partenaires de coalition pour influencer ces pourparlers, qui auront lieu à Ottawa.

Cet important débat national mérite toute notre attention. Si l'on en juge par les sondages et les débats des dernières élections fédérales, il est évident que les Canadiennes et les Canadiens veulent l'expansion des soins de santé publics, mais nos élues et élus n'ont pas de position claire sur des questions clés comme la privatisation et les PPP.

4. Le point sur les négociations collectives

Comme je le mentionnais dans mon rapport de juin, notre Conseil exécutif national a adopté un « Plan de lutte aux concessions et de défense de la négociation collective ».

Le but de ce plan stratégique est de défendre notre droit à la libre négociation collective et de nous unir derrière toute section locale qui pourrait se retrouver en grève. Je suis très heureux de signaler que le plan a déjà commencé à être mis en œuvre, surtout en Ontario, où le Conseil exécutif du SCFP-Ontario l'a appuyé et où des rencontres des présidentes et présidents ont permis de l'appliquer dans les régions. (Des rencontres des présidentes et présidents ont eu lieu, ou doivent avoir lieu, à North Bay, Sudbury, Peterborough et Barrie, en Ontario.)

Le plan a suscité l'organisation de beaucoup de manifestations de solidarité aux lignes de piquetage et, à mon avis, ces moyens d'action ont grandement contribué aux règlements obtenus dernièrement par les sections locales 3 (ville de Thessalon), 905 (CASC – région de York), 1287 (Institut Niagara) et 3798 (Sojourn House).

Cet automne, les conseils exécutifs des divisions discuteront de la façon dont ils pourront mettre en œuvre ce plan de lutte aux concessions et de défense de la négociation collective dans leurs régions respectives.

Notre défense de la négociation doit aussi inclure l'appui à d'autres syndicats en grève, comme les membres de l'AFPC de Parcs Canada. À notre rassemblement de cet été à Niagara-on-the-Lake, les membres de la section locale 1287 ont été très touchés par la manifestation d'appui de la section locale 1005 des Métallos (Stelco) qui se sont joints à nous. Nous avons la responsabilité collective d'appuyer chaque piquet de grève qui se dresse et ces moyens d'action ne pourront qu'aider à renforcer la solidarité de notre mouvement.

Une dernière initiative mérite d'être mentionnée. En effet, une entente a été conclue entre le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO) et l'Union internationale des employés des services (UIES) dans le but de négocier conjointement, à compter de cet automne, avec les employeurs du secteur de la santé en Ontario. Unis, nous sommes plus forts et, bien que nous nous attendions à de dures négociations compte tenu des compressions annoncées par le gouvernement McGuinty, nous serons mieux en mesure d'obtenir un règlement équitable grâce à notre coalition avec l'UIES.

5. Grèves et lock-outs

Vous trouverez ci-dessous les grèves et lock-outs survenus pendant la période couverte par le présent rapport (certains sont toujours en cours).

PROVINCE	N° de s. locale	EMPLOYEUR	N ^{bre} de MEMBRES	Début de la grève
Ontario	255	Westario Power	36	20 août 2004
Colombie-Britannique	339	Ville de Nelson	71	11 juin 2004 (lock-out)
Ontario	3253	Programmes communautaire de santé mentale North of Superior	29	26 juin 2004
Ontario	3798	Sojourn House	23	22 juillet 2004
Québec	4255	Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	7	11 mars 2003
Québec	4290	Municipalité de Sainte-Béatrix	7	11 mars 2003
Saskatchewan	4552	Deer Park Villa	26	3 juin 2004
Ontario	4705	Greater Sudbury Hydro Plus Inc.	97	19 juin 2004

Le présent rapport n'abordera pas en détail chacun des conflits, mais nous pouvons néanmoins déceler certaines tendances claires. La grève de la section locale 4552 en Saskatchewan est une grève de première convention collective et les règles d'ancienneté sont l'un des points principaux toujours en litige.

Dans la grève de la section locale 1287, l'employeur a tenté d'imposer un règlement salarial qui empêchera les revenus de suivre l'inflation. Dans la grève de la section locale 4705, à la Sudbury Hydro, les concessions exigées en matière de régime de retraite sont l'un des enjeux clés. La grève de la section locale 905 à la CASC de la région de York, maintenant réglée, a porté surtout sur les demandes de concessions de l'employeur dans de nombreux domaines.

À Nelson, en C.-B., les membres de la section locale 399 ont été mis en lock-out pendant 10 semaines, une première pour une municipalité de la C.-B., à cause de la sécurité d'emploi. L'employeur voulait réduire la taille de l'unité de négociation.

Ce ne sont là que quelques exemples des raisons pour lesquelles nous faisons la grève et ces enjeux peuvent toucher tous les membres du SCFP, pas seulement ceux des sections locales directement visées.

]

Comme je l'ai mentionné dans un rapport précédent, la négociation collective est maintenant un point régulier à l'ordre du jour des réunions du Conseil exécutif national.

À mon avis, la syndicalisation et la négociation sont nos fonctions de base. Notre objectif est l'amélioration des salaires, des avantages sociaux et des conditions de travail des membres. Pour atteindre cet objectif, nous avons besoin d'un bon service de recherche, de personnel et de militantes et militants solides, d'une caisse de grève viable et, surtout, de notre volonté collective de soutenir nos demandes de négociation grâce à l'ensemble des ressources de notre syndicat.

6. Le point sur le CTC

a) À la mi-septembre, le Congrès tiendra sa toute première conférence sur la politique industrielle. Cette activité est destinée aux dirigeantes et dirigeants et nous y discuterons des éléments nécessaires à une stratégie industrielle nationale qui favorise une économie solide avec des emplois bien payés.

Quinze ans après la signature de l'Accord de libre-échange (qui a été suivi de l'ALÉNA), nous avons de nombreux défis à relever et il est tout indiqué que notre mouvement entame un dialogue public sur les éléments d'une stratégie industrielle qui privilégie les emplois et les collectivités plutôt que des intérêts mondiaux. Pour le SCFP, toute stratégie industrielle doit reconnaître l'importance des services publics. Aucune entreprise ne peut réussir dans une collectivité sans infrastructure adéquate – électricité, routes, réseaux d'aqueducs et d'égouts et le reste. En outre, l'assurance-maladie, l'éducation et les autres services sociaux jouent un rôle de soutien, tant pour les travailleuses et travailleurs que pour les entreprises.

b) Au printemps, le CTC a imposé des sanctions de niveau 2 à IWA-Canada parce que le syndicat avait signé des ententes de reconnaissance volontaire dans le secteur de la santé en C.-B., contrevenant ainsi à la motion adoptée par le CTC en novembre 2003.

Nous avons continué d'exercer des pressions sur le CTC afin que l'IWA soit tenu responsable de ses actes et nous avons fait des progrès cet été. L'IWA a perdu certaines décisions clés devant le Conseil du travail de la C.-B. ce qui, dans les faits, annule ses ententes de reconnaissance volontaire avec deux sociétés multinationales. Le SEH a fait beaucoup de recrutement. Nous avons présentement 70 demandes d'accréditation pour du travail effectué par plus de 3 000 employées et employés de sous-traitants (du travail autrefois effectué par des membres du SEH).

Ce triste chapitre de l'histoire syndicale de la C.-B. s'achève, mais nous continuerons nos représentations auprès du CTC dans ce dossier.

c) En juillet, avec le SNEGSP, nous avons déposé une plainte au CTC contre le Syndicat des infirmières et infirmiers de la C.-B. (BCNU). Celui-ci avait entamé des discussions avec le gouvernement de la C.-B. pour que les négociations des infirmières et infirmiers (représentées par le SFCP-SEH et le BCGEU) soient assurées par l'Association de négociation des soins infirmiers. Un affilié du Congrès n'a pas le droit d'amorcer des discussions avec le gouvernement au sujet de la structure de négociation d'un autre affilié.

Nous soupçonnons fortement le BCNU de vouloir représenter les infirmières et infirmiers, ce qu'ont nié ses représentants jusqu'à maintenant. Une réunion des dirigeantes et dirigeants nationaux a eu lieu et elle a été suivie de pourparlers entre les ailes de la C.-B. des trois organisations en question et le CTC.

7. Rapports des provinces

Colombie-Britannique

Le SFCP de la C.-B. a connu un été très mouvementé, entre autres avec le lock-out des membres de la section locale 399, à Nelson. Après 10 semaines de piquetage, un règlement a été conclu, avec les mesures de sécurité d'emploi que nous proposons avant le lock-out. Les négociations dans le secteur K-12 (maternelle à la 12^e année) commenceront cet automne et les membres de la section locale 15 (ville de Vancouver) ont ratifié une nouvelle convention de trois ans en juin. Cet automne, la « Campagne pour des collectivités fortes » se poursuit avec un important blitz d'affichage.

SEH

Les tribunaux ont imposé une amende de 150 000 \$ au SEH pour sa grève illégale de mai dernier. De nombreux affiliés ont fait parvenir des dons pour aider à payer cette amende et nous avons lancé un appel aux sections locales du SFCP. L'organisation du congrès bisannuel du SEH en octobre est en cours; les déléguées et délégués y décideront de l'orientation du SEH pour 2005 et après. Les efforts de syndicalisation se poursuivent pour reprendre le travail qui a été sous-traité par le gouvernement Campbell.

Alberta

Les membres du SFCP-Alberta ont organisé une bonne manifestation devant le Centre de santé de Medicine Hat pour attirer l'attention sur les négociations en cours à la section locale 189.

À la fin de juin, le comité municipal du SCFP-Alberta a organisé la conférence annuelle des travailleuses et travailleurs municipaux du SCFP de l'ouest, à Edmonton. Les déléguées et délégués ont adopté une déclaration appuyant la création d'un « nouveau pacte » pour les villes canadiennes.

Saskatchewan

Les membres de la section locale 4552 (Deer Park Villa) sont aux piquets de grève depuis le 3 juin 2004. L'un des enjeux du conflit est la reconnaissance de l'ancienneté aux fins des licenciements et des promotions. Il s'agit d'un secteur difficile en Saskatchewan, mais les membres, avec l'appui de nombreuses sections locales de la région, sont déterminés à obtenir une première convention collective équitable.

Les négociations dans le secteur de la santé commenceront à l'automne et notre syndicat s'opposera vigoureusement aux lignes directrices annoncées en matière de négociations provinciales qui limitent les hausses salariales à 0 %, 1 % et 1 %.

La section locale 3078 de la division scolaire de Wadena a décroché une importante victoire devant le Conseil des relations du travail. La longue et dure grève qu'ont menée ses membres a pris fin en décembre et le CRL a déterminé que la grève s'était prolongée parce que l'employeur avait négocié de mauvaise foi. L'employeur a dû verser au syndicat trois mois d'indemnités de grève et combler la différence entre la paie de grève et le salaire et les avantages sociaux normaux des travailleuses et travailleurs.

Manitoba

Les négociations sont en cours dans le secteur de la santé pour environ la moitié de nos 11 000 membres. L'un des enjeux clés est le régime de retraite et son financement. Les membres de la section locale 2348 de Sara Riel ont tenu un vote de grève pour soutenir leurs demandes et ils sont prêts à déclencher la grève si aucun règlement équitable n'est obtenu.

Le SCFP-Manitoba travaille en étroite collaboration avec la FTM à la révision de la *Loi sur les accidents du travail* entreprise par le gouvernement, la première révision en profondeur à être menée depuis près de 20 ans.

Ontario

Une entente secrète concernant un hôpital P3 a été dénoncée par le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario et la Coalition de la santé de l'Ontario. Une analyse du contrat de l'hôpital privé (P3) de Brampton montre que les coûts grimpent en flèche et que des réductions de service sont prévues. Les coûts d'immobilisation du projet sont passés de 350 millions à 536 millions de dollars en deux ans – une augmentation de 53 %. L'intégralité et l'universalité de notre système de santé disparaîtront si rien n'est fait pour empêcher la prolifération des P3.

Les membres du SCFP de la région de Peterborough ont répondu aux besoins des citoyennes et citoyens après une inondation dévastatrice. Les sections locales du SCFP ont entrepris une vaste campagne de cueillette de nourriture et de financement, et remettront les

dons reçus au fonds pour le désastre et aux banques alimentaires locales. Nos membres ont joué un rôle clé pendant cette crise ce qui, bien sûr, démontre clairement l'importance d'un service public solide.

Les sections locales de la région de Barrie ont appuyé un plan prévoyant la création d'un fonds de solidarité pour venir en aide aux sections locales en grève ou en lock-out. L'idée s'est imposée à cause de la tendance claire chez les employeurs à exiger des concessions pendant les négociations. Comme syndicat national, nous encourageons ce genre d'initiative et nous applaudissons aux mesures entreprises par ces sections locales.

J'ai participé au défilé annuel de la fête du Travail à Toronto avec des milliers de membres du SCFP. Nous avons de nombreux chars et accessoires qui célébraient notre travail comme employées et employés du secteur public.

Québec

Le mouvement syndical continue de se mobiliser contre les politiques antisyndicales et régressives du gouvernement Charest. Dernièrement, ce gouvernement a déposé un projet de loi visant à créer un organisme voué aux partenariats public-privé. Le SCFP, en collaboration avec la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, a préparé un document dénonçant la création de ce nouvel organisme. Le document sera présenté à la commission parlementaire qui traite de la question.

Dans les secteurs de la santé et des services sociaux, nous continuons de participer à une série préliminaire de votes de représentation. Nous devrions connaître le résultat de nos efforts d'ici le mois d'octobre. Inutile de dire qu'il s'agit de la première série de votes de représentation dans ce secteur et que d'autres suivront sous peu.

Des référendums sur la défusion de municipalités récemment fusionnées ont eu lieu en juin. À Montréal, par exemple, les citoyennes et citoyens de 15 municipalités ont voté en faveur de la défusion, ce qui a suscité un intérêt renouvelé pour la structure du SCFP au sein de ces nouvelles municipalités.

Nouveau-Brunswick

La section locale 1252 – Conseil des hôpitaux du Nouveau-Brunswick – se prépare à la possibilité d'une grève. L'intransigeance du gouvernement du Nouveau-Brunswick, qui s'en tient à une augmentation salariale de 3 % sur quatre ans, est un catalyseur de la grève dans ce secteur. En cas de grève, le gouvernement aura sans doute recours à une loi de retour au travail, ce qui devrait déclencher une action collective rapide de nos 20 000 membres dans la province.

En outre, la fédération du travail a adopté une résolution (pacte de solidarité) visant à mobiliser tous les affiliés si les membres du SCFP sont menacés pour avoir refusé de se conformer à la loi de retour au travail imposée par le gouvernement.

Le SCFP achève la production des documents nécessaires à une contestation judiciaire entreprise en vertu de la *Charte des droits et libertés* afin d'assurer aux employées et employés occasionnels la liberté d'association.

Î.-P.-É.

Notre campagne de sensibilisation publique contre la privatisation du complexe aréna-piscine de Charlottetown a incité le nouveau conseil à renoncer à l'entente P3.

Des rencontres régionales sont prévues pour les mois d'octobre et novembre afin de présenter le plan stratégique élaboré par la division de l'Î.-P.-É. L'ordre du jour de ces rencontres comprendra aussi une discussion sur un « pacte de solidarité » en vertu duquel un « tort causé à un membre est un tort causé à tous les membres ».

Nouvelle-Écosse

La division, par l'entremise de son comité d'action politique, présentera une stratégie pour les prochaines élections municipales et scolaires, prévues en octobre. Jusqu'à maintenant, sept membres du SCFP ont annoncé leur candidature aux élections de cette année.

Conformément à l'un des éléments de l'initiative d'orientation stratégique de la Nouvelle-Écosse, la division étudie des façons d'accroître sa visibilité dans la province. Les membres s'intéressent également à la création de nouvelles affiliations et au renforcement de la participation en général.

Sur le front des négociations, la sous-traitance devrait être une préoccupation majeure lorsque la section locale 108 et la ville de Halifax entameront les négociations très prochainement.

Terre-Neuve et Labrador

Le gouvernement provincial ayant annoncé dans son budget du printemps qu'il éliminerait 4 000 postes dans le secteur public, le SCFP a participé activement aux contestations associées aux restructurations et aux fusions dans les secteurs des conseils scolaires et de la santé.

Des ententes de transition ont été conclues avec les conseils scolaires de la région de l'est. Elles permettront au SCFP et au NAPE de conserver le *statu quo* avec leurs membres. Cette entente est de bonne augure pour les discussions que nous aurons pour la région ouest de la province et nous espérons que les discussions dans le secteur de la santé donneront des résultats similaires.

Sur la scène municipale, la section locale 1289 – cols blancs de St. John's – a décroché une nouvelle convention collective de trois ans, avec une amélioration significative des salaires, des pensions et de l'évaluation des emplois.

Division du transport aérien

Je suis heureux de signaler qu'en juillet, lors d'une conférence tenue à Calgary, les déléguées et délégués de la Division du transport aérien ont ratifié une nouvelle structure pour la division qui répondra aux besoins de toutes les composantes. Les nouveaux règlements seront présentés au Conseil exécutif national à des fins d'approbation.

Les efforts de restructuration d'Air Canada continuent. La protection de la loi sur les faillites devrait prendre fin le 30 septembre. Les 17 derniers mois ont été très difficiles et stressants pour tous les employés et employées d'Air Canada.

8. Service des communications

C'est avec regret que nous avons reçu la démission du confrère Robert Fox, notre directeur des communications, qui était avec le SCFP depuis sept ans. Le confrère Fox a apporté un niveau élevé de professionnalisme et d'intégrité à notre Service des communications et il nous manquera beaucoup. Nous lui souhaitons bonne chance.

Je suis heureux d'annoncer que le confrère Ron Verzuh est notre nouveau directeur national des communications. Le confrère Ron a occupé diverses fonctions en communications au SCFP depuis 18 ans, dont plus récemment en Colombie-Britannique. Nous lui souhaitons bienvenue à bord et nous espérons qu'il se plaira avec nous.

9. Retraites au pays

Les conseillers syndicaux Jules Tupker (bureau de Lakehead), Mark Marin (bureau de Calgary) et Alex Somerville (bureau régional de l'Atlantique), membres dévoués du personnel, ont annoncé leur retraite (ou leur intention de prendre leur retraite).

Au nom de notre syndicat, je les salue et je leur souhaite une longue et heureuse retraite.

10. Erratum

Mon rapport de juin 2004 mentionnait le confrère Lofty MacMillan, dont j'ai dit qu'il avait été notre premier directeur national de l'organisation et des services. J'avais presque raison. Deux retraités au regard perçant (les confrères Gil Levine et Kealey Cummings) m'ont appelé pour m'informer que pendant les deux années qui ont suivi la fondation du SCFP, le confrère Bill Buss a été notre directeur de l'organisation et des services (il a été suivi du confrère Lofty MacMillan).

Nous avons décidé de faire parvenir les rapports à tous nos retraités et retraitées et je promets de publier toute correction future qu'ils me feront parvenir !!!

Nous compilons présentement une liste de tous les anciens membres du Conseil exécutif national (jusqu'à maintenant, il semble que nous n'ayons pas tenu une telle liste) afin qu'ils puissent aussi recevoir les rapports de façon régulière. Je crois personnellement que nous devons beaucoup à nos anciens dirigeants et dirigeantes et membres du personnel. Ce ne serait qu'un tout petit gage de notre reconnaissance de les tenir au courant des affaires de notre syndicat, une appréciation de ce qu'ils ont fait dans le passé pour bâtir notre organisation.

En terminant, j'aimerais remercier les nombreuses personnes qui ont pris le temps de me faire part de leurs commentaires sur mes rapports. Je tiens à votre opinion et je suis heureux de recevoir toute suggestion que vous pourrez m'offrir. Notre syndicat est grand et militant.

Bien qu'il soit très difficile de résumer l'ensemble de nos activités de trois ou quatre mois, il est important que nous partageons notre expérience – c'est ainsi que nous apprendrons et que nous consoliderons notre syndicat.

En toute solidarité,

Le président national,

PAUL MOIST

:dl/sep 491